

Arnaud Demailly, responsable RH COMAP Industrie



# LA MÉTALLURGIE

## à la reconquête de la compétitivité

LE REFRAIN EST PEUT-ÊTRE CONNU, MAIS IL EST BIEN RÉEL : AVEC D'UN CÔTÉ L'UNE DES FISCALITÉS LES PLUS LOURDES D'EUROPE, DE L'AUTRE DES COÛTS SALARIAUX PARMIS LES PLUS ÉLEVÉS, L'INDUSTRIE FRANÇAISE SOUFFRE, HORMIS QUELQUES EXCEPTIONS, DE SON MANQUE DE COMPÉTITIVITÉ. UNE FAIBLESSE CHRONIQUE À LAQUELLE S'AJOUTE UN DÉFICIT D'IMAGE, UN PEU PLUS AGGRAVÉ AUX YEUX DE L'OPINION À CHAQUE ANNONCE DE DÉLOCALISATION. PERTES D'EMPLOI DEPUIS PLUS DE 20 ANS, RECU DES EXPORTATIONS DANS LA ZONE EURO, DÉGRADATION DES MARGES ET DES INVESTISSEMENTS... IL N'EN FALLAIT PAS PLUS POUR DÉCLENCHER, VIA DES ÉTATS GÉNÉRAUX, LA RECHERCHE DE PISTES POUR L'AVENIR. EXEMPLE DANS LE LOIRET VU À TRAVERS LA MÉTALLURGIE, L'UNE DES BRANCHES MAJEURES DE L'ACTIVITÉ LOCALE.

Après l'environnement, la presse, la restauration, l'Outre-Mer, la bioéthique, la francophonie... l'industrie s'est vue elle aussi organiser, en 2009, ses états généraux impulsés par le Chef de l'État considérant qu'« un pays ne pouvait être économiquement fort s'il n'avait pas une industrie forte ». C'est donc dans un contexte de crise que le CNEGI (Comité national des états généraux de l'industrie), composé de groupes de travail (cinq

thématiques transverses, cinq groupes "filières") nationaux et régionaux, cherchera à déterminer les orientations d'une nouvelle politique industrielle mais aussi d'innovation et d'investissement pour que l'industrie française (204 000 entreprises, 989 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 381 milliards d'euros d'exportations, 3,6 millions d'emplois directs) joue un rôle moteur dans la croissance et le développement du pays. « Mais cela ne suffira pas,

précise l'UIMM Loiret (Union des industries et métiers de la métallurgie du Loiret) dans une note de synthèse issue des ateliers régionaux. *Il faut aussi, et de façon urgente, créer l'environnement favorable à la compétitivité de l'industrie française sur le marché mondial* ». Lancés le 15 octobre dernier, les états généraux livreront leurs conclusions en février, lors d'une convention nationale où Nicolas Sarkozy présentera la nouvelle politique industrielle de

la France. « Sans industries compétitives, dynamiques, conquérantes, localisées sur le territoire national, il est vain d'imaginer que notre pays gardera sa cinquième place dans la hiérarchie des nations », indiquait Yvon Jacob, président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), dans le journal Les Échos du 2 décembre. Délocalisations, nombreuses pertes d'emploi depuis plus de 20 ans, recul des exportations dans la zone euro, dégradation des marges et des investissements, l'une des fiscalités les plus lourdes d'Europe, coûts salariaux parmi les plus élevés..., l'industrie française (agroalimentaire, textile, aéronautique, armement, automobile, chimie...) souffre, voit son poids dans l'économie nationale mincir et sa compétitivité de plus en plus menacée.

#### **La sous-traitance : particularité du Loiret**

Avec 45 000 entreprises, 1,8 millions de salariés et 120 milliards d'euros de chiffre d'affaires, la métallurgie (automobile, biens de consommation, d'équipement et biens intermédiaires) est le 1<sup>er</sup> secteur industriel français. Bénéficiant de pôles industriels d'excellence (S2E2, Elastopole...), le Centre est devenu la 5<sup>e</sup> région Industrielle de France, derrière l'Île-de-France, Rhône Alpes, les Pays-de-Loire et le Nord Pas de Calais. Ainsi, à l'échelle locale, près de 2 500 entreprises relevant de la métallurgie – dont 669 en Indre-et-Loire (15 130 salariés) et 609 dans le Loiret (20 022 salariés) – y sont implantées. « Une des spécificités du Loiret réside dans la forte proportion d'entreprises sous-traitantes installées sur notre territoire, précise Nicolas Chiloff, président de l'UIMM Loiret. Un territoire qui n'accueille cependant pas de très grosses entreprises sur le plan industriel : en dehors de John Deere, Otis, Fagor Brandt, nous n'avons pas de très grands leaders donneurs d'ordre ni de centres de décision nationaux ou internationaux dans l'automobile, l'aéronautique... Ce qui amène à avoir un tissu d'entreprises sous-traitantes de différents niveaux. Par ailleurs, ces dernières sont rarement mono-sectorielles. Et comme aujourd'hui tous les secteurs sont touchés par la crise, les entreprises sont toujours en convalescence ». Quand ce n'est pas, malgré tout, des dépôts de bilan et des

liquidations : selon l'INSEE, 148 entreprises industrielles de la région ont été défaillantes en 2009 dont 31 dans le Loiret. Quid alors de cette fameuse reprise qui serait déjà de retour ? « Il y a une énorme différence entre le ressenti de terrain et les grandes annonces, souligne Nicolas Chiloff. Aujourd'hui, il faut produire dans les meilleures conditions. Mais globalement, les entreprises n'ont pas les volumes nécessaires pour salarier et investir dans des machines. Quand il est dit aux sous-traitants qu'il faut innover, comment pragmatiquement cela se construit et se met en œuvre dans une PME de sous-traitance industrielle de 20 personnes ? C'est un des problèmes. Innover sur le potentiel humain ? Sur les pratiques

managériales ? Sur les complémentarités de compétences ? Dans la formation professionnelle ? Dans les pratiques de rémunération ? » Et Nicolas Chiloff d'ajouter : « L'innovation ne s'applique pas partout. Quelles sont alors les solutions ? À très court terme, les sociétés doivent pouvoir tenir. Et pour tenir, il leur faut de la trésorerie pour au moins un an : certaines ont déjà puisé dans leurs réserves et sont au bout du bout ».

#### **UIMM, « la grande force de la métallurgie »**

La diversité. Voici l'une des grandes forces des industries du Loiret dont les plus gros sites sont nés de la délocalisation de région parisienne dans les années 1970. Contrai-

## *La formation, un ballon d'oxygène pour COMAP*

Quand la crise a touché de plein fouet le bâtiment, le site de production de COMAP Industrie à Saint-Denis-de-l'Hôtel (Groupe Aalberts Industries, leader européen de la connectique) n'a pu éviter le boomerang. Alimentant chaque année le secteur, pour sa principale activité, à coup de dizaines de millions de raccords pour les circuits de chauffage et de sanitaire, le site a vécu une année 2009 compliquée : « dépendant de la construction immobilière dans toute l'Europe, nous avons subi la crise dès le deuxième trimestre 2009, témoigne Arnaud Demailly, responsable RH de COMAP Industrie. Résultat : nos 70 intérimaires, recrutés en janvier, n'ont pas été renouvelés ; nous avons stoppé les équipes du week-end et de nuit et avons recouru au chômage partiel sur mai-juin-juillet et août. Dans ce cadre, nous avons proposé aux salariés, au titre du DIF, un catalogue étendu de formations : bureautique, informatique, technique, langue, développement personnel... Celles-ci sont venues

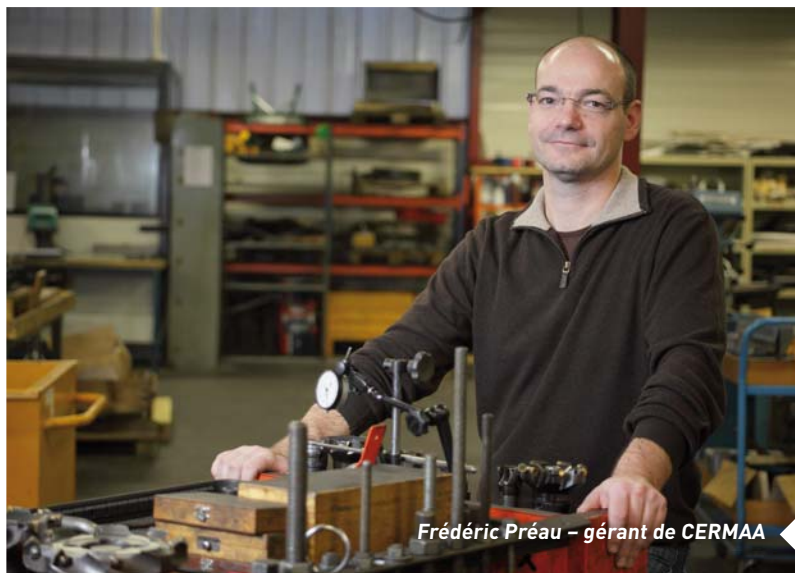
un peu comme un ballon d'oxygène assurant le développement des compétences ». Malgré une visibilité encore brumeuse sur l'avenir, Arnaud Demailly évoque une légère reprise et une hausse de l'activité sur Saint-Denis-de-l'Hôtel : « nous avons repris une dizaine d'intérimaires et redéveloppé, au niveau du groupe, le réseau commercial avec une présence plus importante en Europe. Nous avons également performé sur l'activité logistique : en 2007, la plate-forme internationale de Chécy a été réhabilitée en même temps que le site de Saint-Denis-de-l'Hôtel où 20 M€ ont été investis. Bref, nous attaquons 2010 sur des fondamentaux plus solides, de quoi être plus performant sur le marché ». Forte de 140 salariés, COMAP a toutefois mis en place un accord de modulation, avec des plages horaires hautes et basses en fonction de l'activité de l'entreprise. Autant d'initiatives pour se redresser pour lesquelles COMAP n'a bénéficié d'aucune aide, précise Arnaud Demailly. ■

## CERMAA : tenir sans licencier

Frédéric Préau, à la tête de CERMAA depuis 3 ans (mécanique de précision, usinage et mécano-soudure), ne se voile pas la face : « oui, la crise est là. 1,4 M€ de chiffre d'affaires, c'est près de - 20 % par rapport à 2008. 2009 sera une année au seuil de rentabilité ». Même s'il avoue ne pas être à l'abri d'une grosse chute d'activité, le jeune dirigeant se veut serein : « on est en équilibre tous les mois. Mais nous n'avons aucune visibilité sur les commandes à venir. En fin d'année, les donneurs d'ordre ont débloqué des budgets. Mais globalement, depuis un an, il n'y a pas assez de commandes, elles sont au jour le jour ». Cumulant, avec son collègue, le commercial et le suivi en atelier, c'est en véritable homme-orchestre omniprésent que Frédéric Préau dirige l'entreprise et ses 15 salariés. Un effectif stable depuis 2007 auquel le repreneur envisageait de greffer un chef d'atelier. « Avec la crise, cette embauche est remise en cause mais reste dans l'air. Tout dépendra de l'activité ». En

attendant, Frédéric Préau "traque" les commandes : « On répond au plus vite et au mieux aux devis. On essaye de récupérer le travail des sous-traitants qui ont fermé. On active les réseaux... Le but est de tenir sans avoir à licencier ». Toujours à 39 h, CERMAA n'envisage pour l'instant aucun plan de chômage partiel. « Ce sera notre dernier recours après la réduction des horaires et les licenciements ». Quant à la formation ? « Oui, s'il y a des heures à tuer. Depuis le mois de juin, dans la Métallurgie du Loiret, on peut utiliser le Droit individuel à la formation sur le temps de travail. Encore faut-il pouvoir envoyer une personne de temps en temps et non tout un effectif ». Pour l'heure, l'autre piste que compte bien explorer Frédéric Préau est la banque : « pour voir s'il y a une possibilité d'étaler les charges fixes en passant d'abord par l'emprunt avant les salaires. Il faut faire en sorte que le dernier impact soit sur les salariés ». ■

rement à d'autres régions comme le Midi Pyrénées avec l'aéronautique ou l'est de la France avec PSA Peugeot Citroën, la région Centre est multi-filières (pharmaceutique, cosmétique, bois, caoutchouc, plastique, automobile...). Ce qui a conduit les chefs d'entreprise à ne pas être figés mais à adapter leurs entreprises, travaillant pour de grands groupes mondiaux, aux exigences internationales. Aujourd'hui, face à la crise, les entreprises ont fait le choix de se prémunir en optant pour le chômage partiel, la formation professionnelle (un moyen de souder et de développer les compétences), en essayant de trouver des commandes, et en se battant sur le plan commercial. « L'heure est à la défense avec un peu d'offensif, résume Nicolas Chiloff. Mais l'industrie a des atouts à faire fructifier. Ainsi, des initiatives sont d'ores et déjà menées à l'échelle du Loiret, sous l'impulsion de l'UIMM Loiret. La crise nous ramenant aux fondamentaux : accompagner les entreprises le mieux possible, ainsi que les hommes et les femmes qui sont ou seront amenés à sortir de l'entreprise. Bien sûr que l'économie va redémarrer, mais quand ? Et à ce moment-là, où seront les compétences ? Il ne suffira pas d'avoir les machines, il faudra aussi les hommes. Mais où seront alors les collaborateurs de grande qualité ? Auront-ils envie de revenir ? L'accompagnement des entreprises dans le repérage des compétences sera alors un enjeu majeur ». Créée en 1901, l'UIMM est l'une des plus anciennes confédérations syndicales patronales en France. Regroupant 80 chambres syndicales territoriales et 13 chambres syndicales professionnelles, l'Union des industries et métiers de la métallurgie a pour vocation de rassembler, représenter et défendre les intérêts des entreprises de la métallurgie. Véritable cellule d'expertise, l'UIMM est une structure d'aide et de conseil qui intervient autour de trois pôles d'activité : le juridique et social (près de 5 400 appels téléphoniques par an), l'environnement et la prévention des risques industriels, enfin, l'emploi et la communication. Côté formation, l'UIMM s'est fixée des actions prioritaires parmi lesquelles l'accompagnement des entreprises dans leurs projets de professionnalisation des salariés et futurs salariés : orientation professionnelle tout au long de la vie,



Frédéric Préau – gérant de CERMAA



Nicolas Chiloff – président de l'UIMM Loiret

## « Oser des projets mobilisateurs »

Réforme des prélèvements fiscaux et sociaux, création de l'environnement favorable à la compétitivité de notre industrie sur le marché mondial, mise en place d'une nouvelle politique pour l'emploi (assouplissement du Code du travail, meilleure prévisibilité des coûts de licenciement...), soutien à l'innovation, revalorisation de l'image des emplois industriels... Voici quelques pistes de réflexion proposées par le GFI de la région Centre (Groupe des fédérations industrielles), créé à l'initiative des fédérations régionales de la Chimie et de la Métallurgie, à l'occasion des états généraux de l'industrie. « *Quels sont les axes stratégiques, les grandes visions ? Pour pouvoir construire le futur il faut à la fois s'appuyer sur ce qui existe et fonctionne bien, et oser imaginer des projets mobilisateurs qui se développent en co-construction ou en interconnectivité avec les branches professionnelles* », insiste Nicolas Chiloff, président de l'UIMM Loiret. Pour preuve, la récente et inédite initiative lancée conjointement par les organisations patronales et syndicales de la Métallurgie (UIMM) et de la Chimie (UIC) qui, selon le communiqué du 16 décembre dernier, « *s'unissent au travers du GFI Région Centre pour identifier les leviers de succès économiques et sociaux d'une politique pour l'industrie* ». Un tandem qui fonctionne déjà dans le Loiret où les deux entités partagent les mêmes locaux à La Chapelle-St-Mesmin. « *Ensemble, UIMM et UIC travaillent de façon pragmatique (mutualisation de ressources humaines et techniques, de réunions d'information, aide à la mise en œuvre de projets...) sur les risques chimiques par exemple via le programme mondial REACH dont le but est de recaractériser tous les produits qui rentrent dans l'espace Schengen* ». Un accompagnement et un soutien précieux pour les industries malmenées ces temps-ci par la crise. « *La force chez nous, c'est la capacité de fidélisation des adhérents au travers de services industriels et RH, souligne Nicolas Chiloff. Jamais un adhérent ne reste sans réponse. L'UIMM est au service des entreprises et vit avec elles une proximité très forte* ». ■

évaluation professionnelle, certification professionnelle, formation individualisée... Pour cela, l'UIMM fait appel à quatre réseaux territoriaux : le CFAI (Centre de Formation d'Apprentis de l'Industrie), l'AFPI (Association de formation professionnelle de l'industrie), l'ITII (Institut des techniques d'ingénieur de l'industrie) et l'ADEFIM Région Centre Nord (Association de développement des formations des industries de la métallurgie).

### Financer la formation et la gestion des compétences

Dans le Loiret, 257 entreprises adhèrent à l'UIMM. « *La grande force de la métallurgie c'est d'avoir cette force patronale,*

confie Arnaud Demailly, responsable RH de COMAP Industrie (Saint-Denis-de-l'Hôtel). *C'est une vraie "réassurance". Je peux faire appel à l'UIMM pour des problématiques à sécuriser sur le plan juridique ou pour un aspect droit, sécurité, environnement, pour une recherche de prestataires ou encore pour l'optimisation du plan de formation* ». Dans ce contexte de crise, l'UIMM a développé différentes actions pour soutenir les entreprises et les aider à rebondir. En août 2009, par exemple, un accord-cadre EDEC (Engagement de développement de l'emploi et des compétences) a été signé entre l'UIMM, l'État, la Région, la Plasturgie et la Métallurgie. 300 000 € attribués par la convention

financière (renégociation en 2010) devaient participer aux actions menées sur le territoire : financement de la formation et, nouveauté, celui également de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (état des lieux, diagnostic RH). Il ne s'agit plus de faire de la formation pour faire de la formation mais d'amener les PME à avoir une approche dynamique et anticipatrice des RH et de les accompagner dans l'identification des compétences actuelles et à venir nécessaires à leur pérennité et leur développement. Pour cela, deux outils sont mis à la disposition des entreprises, particulièrement des PME : un PCC (Plan compétence compétitivité) et le logiciel RH Project. Dans le

## JSM Perrin mise sur les jeunes pour pérenniser la filière

« Dans la culture mécanique, les notions sont longues à acquérir. C'est pourquoi nous formons nos jeunes en essayant de les garder pour que le savoir-faire de notre métier se pérennise ». Ainsi, Patrick Bourrelier, P-DG de JSM Perrin (Châlette-sur-Loing) et vice-président de l'UIMM Loiret, a toujours intégré des apprentis dans son entreprise, spécialisée dans la mécanique de précision et la sous-traitance de pièces pour l'aéronautique et l'armement. Mais non sans quelques difficultés. « Au départ, les jeunes venaient du CFAI de La Chapelle Saint-Mesmin : ça faisait loin d'ici. Alors en 2007, nous nous sommes groupés avec des entreprises de productique de l'agglomération montargoise (EPAM) pour monter une filière d'apprentissage BAC Pro avec le lycée Château Blanc de Châlette et un BTS IPM avec le lycée Durzy de Villemandeur ». Aussi, un an après, des entreprises de l'EPAM, comme Redex ou Boyer, accueillait une vingtaine d'apprentis. « L'objectif était double : promouvoir la filière productique pour attirer les jeunes dans nos métiers et développer l'apprentissage pour assurer la pérennité de nos entreprises ». Mais ce n'est pas tout. Une fois diplômés, ces jeunes ont reçu une formation complémentaire : « pour combler les lacunes techniques des programmes de l'Éducation Nationale, explique Patrick Bourrelier, on leur a fait passer, sur nos fonds propres (1 600 € par apprenti), le Certificat de qualification professionnel de la métallurgie ». Une façon de se doter d'une main-d'œuvre qualifiée aujourd'hui difficile à trouver. De la formation qualifiante, il en a été également question pour l'ensemble du personnel de JSM Perrin. « Touchée par la crise, notamment sur notre 3<sup>e</sup> secteur d'activité (mécanique générale), nous avons misé sur la formation plutôt que de faire du chômage partiel : formation tourneur-fraiseur, TIAP, management pour les cadres. Ça nous semblait plus porteur d'avenir en attendant la reprise ». ■



Patrick Bourrelier – P-DG de JSM Perrin et vice-président de l'UIMM Loiret

cadre du PCC, il s'agit de partir des projets de développement de l'entreprise : comment y arriver ? Avec quels moyens financiers et humains ? Quelles compétences ? Quant à RH Project, logiciel développé à la demande des entreprises de la région Midi-Pyrénées en 2007, c'est là une vraie bibliothèque de compétences et de métiers qui est proposée gratuitement et prioritairement, depuis novembre dernier, aux PME du Loiret et de la Région Centre, adhérentes ou non. Pratique, ergonomique, logique et spécifiquement adapté à la branche métallurgie, ce logiciel aide les entreprises à mener une réflexion sur leurs activités stratégiques, à cartographier les compétences en interne et à projeter leur effectif à deux ans. À l'issue des

diagnostics fournis par ces deux outils, des formations qualifiantes peuvent être mises en place. Une alternative pour faire face à la crise car utiliser les périodes de chômage partiel dans les entreprises pour former les salariés leur permet de maintenir leur niveau de rémunération à 100 %. D'autant que « le chômage partiel n'est pas un système souple, déclare Frédéric Préau, directeur de CERMAA. Il est plus facile à mettre en place dans des grosses sociétés qui travaillent sur du volume d'heures prévisible ». Parallèlement, toujours dans le cadre de l'EDEC, l'UIMM Loiret propose des formations en partenariat avec le CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) : l'une destinée aux tuteurs d'apprentis pour

apprendre l'intérêt du tutorat et connaître les attentes du tuteur, une autre sur le management création/reprise d'entreprise, et une dernière sur le transfert de savoir-faire destiné aux seniors.

### L'avenir passe par l'industrie

« Quels sont les secteurs d'activité où l'on peut à la fois progresser, avoir une expertise, un parcours, où l'on peut s'épanouir, avoir des opportunités de mobilité et où les gens participent à la construction d'outils, à une réalisation matérielle dont ils peuvent s'enorgueillir ? Pour Nicolas Chiloff, cela ne fait aucun doute : si l'on est prêt à vivre ça dans des environnements internationaux, l'industrie est là pour proposer un choix professionnel ».



Vincent Boriel - directeur de Méca Magnétic

## Une nouvelle base de connaissances métier pour MECA MAGNETIC

L'entreprise ne connaît pas la crise. D'ailleurs, « depuis 2006, elle vit une croissance et un développement en Europe auxquels elle n'était pas préparée », confie Vincent Boriel, directeur du site. Implantée à Amilly et employant une vingtaine de personnes, MECA MAGNETIC est l'une des rares sociétés européennes à concevoir et fabriquer des blindages magnétiques basses fréquences pour des clients dans la haute technologie tels que Siemens, Philips, Thales, Sagem, EADS, CNRS, CEA, CERN... Une PME (CA : 5 M€) à fortes technicités qui a dû recruter et investir plus de 700 000 € depuis 2007 pour gagner encore plus en performance et compétitivité : « machines, implantations, parc informatique, logiciels. De plus, en 2009, MECA MAGNETIC a voulu donner un cadre structurel à son management en se lançant dans une démarche Iso 9001. Dans ce contexte, il a fallu intégrer la gestion des ressources humaines : compétences, fiches métier, suivis de carrière, plans de formation... ». Pour cela, MECA MAGNETIC a eu recours au logiciel RH Project proposé par l'UIMM. « Quatorze définitions de poste (intitulé, mission, activité, savoir et savoir-faire, savoir-être et savoir-évoluer...) ont ainsi été rédigées en un mois, explique Vincent Boriel. Cela a permis de clarifier certains flous et de prendre du recul sur le niveau de connaissance et de formation nécessaires aux salariés. Ce qui pourra amener le management et les salariés à réfléchir sereinement sur leur évolution de carrière ». Si 2009 a été une année de consolidation et de réorganisation pour MECA MAGNETIC, 2010 sera celle de sa montée en puissance commerciale. « La crise va laisser les sociétés les plus solides sur le marché, celles qui maîtrisent techniquement un savoir viable économiquement en Europe et qui savent aussi investir, s'adapter en permanence, former et garder leur personnel », conclut Vincent Boriel. MECA MAGNETIC compte bien faire partie de celles-là. ■

Dans le Loiret, ce sont 802 apprentis, dont 31 filles, qui ont intégré à la rentrée 2009 l'un des quatre centres de formation de la région Centre. De quoi former la relève et conserver le savoir-faire sur le territoire ? En tout cas, la motivation semble là. En témoignent les 95 % de réussite globale du CFAI Centre pour 2009. Comme quoi l'industrie continue à susciter des vocations. Car on ne peut guère s'imaginer une France sans industrie. Pratiquement omniprésentes, les entreprises de ce secteur forment un véritable maillage territorial. Elles font partie de la structuration même du pays. Leur réussite a souvent été citée en exemple, notamment à la faveur des grands programmes industriels qui ont fait la renommée de la France (Concorde, Airbus, Ariane, TGV, filière nucléaire, etc.). Toutefois, si l'on en croit Patrick Bourrelier, P-DG de JSM Perrin et vice-président de l'UIMM Loiret, un phénomène important complique encore un peu plus la donne : « nos capitaines d'industrie sont aujourd'hui des financiers qui ne prennent plus de décisions industrielles. Le souci, c'est le décalage entre le long terme des cycles et processus industriels et la quotidienneté des cotations boursières ». Selon lui, « l'avenir de l'industrie passe par une remise en cohérence des actions politiques. Notamment au niveau des grands dirigeants qui manquent de vision à long terme, contrairement à leurs prédécesseurs. Preuve en est l'absence actuelle de grands projets français, à l'exception d'Iter, comme ce fut le cas avec Airbus ou Ariane ». Plus que jamais, la question est donc posée : l'avenir de la France passera-t-il toujours par l'industrie ? Premières réponses en février, au vu des conclusions des États généraux de l'industrie. Des conclusions qui donneront les grandes orientations dessinant la France industrielle des prochaines décennies. ■

### Pour en savoir plus :

[www.ui45.fr](http://www.ui45.fr)

[www.uimm.fr](http://www.uimm.fr)

[www.etatsgeneraux.industrie.gouv.fr](http://www.etatsgeneraux.industrie.gouv.fr)

[www.imaginerlindustriedufutur.com](http://www.imaginerlindustriedufutur.com)

[www.industrie-gifrance.com](http://www.industrie-gifrance.com)

# « Grâce à la mobilisation de l'État et des collectivités, **LE LOIRET S'EN SORT MIEUX QUE LES AUTRES** »

Patrick Poisson



PATRICK POISSON, VICE-PRÉSIDENT DE LA CCI DU LOIRET, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DU LOIRET ET DIRECTEUR D'AFL GROUPE À AMILLY, DRESSE UN ÉTAT DES LIEUX DU SECTEUR DU BÂTIMENT. UN BILAN EN DEMI-TEINTE, MAIS TOURNÉ VERS L'AVENIR...

## COMMENT SE PORTE LE SECTEUR DU BÂTIMENT AUJOURD'HUI, EN PARTICULIER DANS LE LOIRET ?

Dans le bâtiment, l'impact de la crise a été ressenti en décalage puisque les vraies difficultés ont été constatées au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 seulement. À l'échelon national, nous tablons sur une baisse d'activité de l'ordre de 7 % entre 2008 et 2009. Grâce à la mobilisation de l'État et des collectivités, le Loiret s'en sort mieux que la moyenne. Le plan de relance y a contribué : 185 collectivités ont signé une convention pour bénéficier du versement anticipé de la TVA, 759 M€ ont ainsi été investis en 2009 soit une hausse de 32 % par rapport à la moyenne de leurs investissements sur la période 2004-2007.

## LES MESURES DE RELANCE TYPE ÉCO-PRÊT À TAUX ZÉRO ONT-ELLES EU UN EFFET PERCEPTIBLE ?

Il est vrai que le prêt à taux zéro est un succès, nous avons comptabilisé 2500 prêts d'un montant moyen de 17000 € entre mai et octobre dernier. S'y ajoutent les effets du dispositif Scellier, préalable indispensable à la reprise des mises en chantier, de la reconduction du dispositif FCTVA en 2010 pour les collectivités locales, de l'amplification du plan de relance via la mobilisation des réserves des organismes de gestion liés à la profession. Pour autant, 2010 devrait démarrer avec une accentuation des défaillances d'entreprises, due à des offres anormalement basses prati-

quées au second semestre 2009, combinées à une fragilisation de trésorerie. À ce contexte défavorable se greffe un autre élément déstabilisant : le développement débridé du nombre d'auto-entrepreneurs (environ 54 % des entreprises nouvelles dans la construction en 2009 !)...

## SELON VOUS, QUE DOIT FAIRE L'INDUSTRIE POUR RESTER COMPÉTITIVE ?

Qu'est-ce qu'une entreprise compétitive ? Vaste sujet auquel je n'ai pas l'ambition de pouvoir répondre ! Néanmoins, la compétitivité relève pour moi de la combinaison de deux principes. Le premier, qui est celui d'une compétition juste et loyale entre tous les protagonistes et le second, qui est un compromis entre la technique, le SAV, le prix, les normes sociales, le rapport qualité/prix... Gérer une entreprise est un travail colossal et je déplore la dictature du « moins disant » qui l'emporte systématiquement. 80 % des entreprises françaises sont de petites ou de très petites entreprises, ont-elles vraiment les moyens d'entrer ou de rester dans la compétition avec les règles actuelles ? C'est aux donneurs d'ordre de savoir ce qu'ils veulent faire de l'industrie !

## L'INNOVATION PAR LES SERVICES NE SERAIT-ELLE PAS UNE DES SOLUTIONS ?

C'est visiblement un des leviers qui pourront permettre à certains industriels de détecter de nouveaux champs de croissance... L'initiative de Nékoé, (Indlr, 1<sup>er</sup> pôle

d'excellence français spécialisé dans l'innovation par les services, basé à Orléans) tend à montrer que l'innovation ne se résume plus à la seule innovation par le produit mais aussi par les services qui l'accompagnent. Je regrette par contre que les aides de l'ANVAR soient principalement basées sur l'innovation scientifique, réservée aux très grosses entreprises, alors que les petites entreprises sont aussi capables d'innover en matière de RH, de mobilité, de technologies... mais sont découragées par des dossiers trop lourds et trop complexes à instruire...

## QUEL MESSAGE LA CCIL ADRESSE-T-ELLE AUJOURD'HUI AUX ENTREPRISES DU SECTEUR ?

Puisque la meilleure défense est l'attaque, alors à l'attaque ! Ce message s'adresse à tous les acteurs économiques : à ceux qui financent les projets, assurent les crédits, assistent les entreprises... il faut que chacun joue son rôle et participe à l'effort collectif. L'incertitude ambiante mène à l'immobilisme, au report, à l'ajournement voire à l'annulation des projets et des investissements. Il faut rester optimiste et agir ! Ayez des projets d'entreprise, regardez comment évoluent vos concurrents, sortez de votre périmètre habituel d'activité ! ■